

13 janvier 2011 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

Une cérémonie solidaire, en français, anglais et créole

« Le peuple haïtien a besoin d'espérance. Et nous devons lui donner une raison d'espérer. »



PATRICK WOODBURY, LeDroit

Les Haïtiens de la région de la capitale nationale ont souligné dans la sobriété le premier anniversaire du séisme dévastateur du 12 janvier 2010, hier.

Alors que dans de nombreuses écoles, une minute de silence a été observée, des centaines de croyants de toutes origines se sont recueillis, en soirée, en la basilique-cathédrale Notre-Dame d'Ottawa, à l'invitation de l'ambassade haïtienne.

La cérémonie célébrée en français, en anglais et en créole par les archevêques d'Ottawa et de Gatineau et le prêtre de la communauté haïtienne Joseph Lin Éveillard, a évoqué les nombreuses difficultés auxquelles ont dû faire face les résidents de la Perle des Caraïbes, depuis un an.

Un an de crainte, d'incertitudes. Et d'espoir d'un avenir meilleur.

« Amis d'Haïti, cette année sera ce que nous en faisons. Nous tous avons la responsabilité de bâtir un monde plus juste », a déclaré en français l'archevêque d'Ottawa Terrence Prendergast devant les quelques centaines de personnes présentes.

Jean Belance était l'un d'elle. Établi depuis plusieurs années dans la région, le Gatinois a vu de loin les horreurs causées par le séisme. « Ma famille est saine et sauve. Si je me suis déplacé ce soir, c'est par solidarité pour le reste du peuple haïtien. C'est un grand moment. Il faut prier pour Haïti », dit-il.

Mais un an plus tard, ils étaient nombreux, hier soir, à évoquer ouvertement le peu de progrès effectués pour la reconstruction. L'abbé Éveillard y a fait allusion. La chargée d'affaires de la mission diplomatique haïtienne au Canada, Nathalie Gissel-Menos, aussi.

« Le chemin vers la reconstruction d'Haïti sera très long. La tâche sera colossale, titanesque. Mais pas insurmontable », a-telle souligné dans une allocution émouvante.

Ailleurs dans la région, d'autres activités avaient été prévues en soirée pour souligner ce triste anniversaire.

Ainsi, plus d'une centaine de personnes s'étaient rassemblées au Collège catholique Samuel-Genest d'Ottawa, pour une vigile tenue par l'organisme communautaire Regroupement Affaires Femmes, cofondé par Violène Gabriel, qui se trouvait en Haïti au moment du séisme.



Abonnez-vous aux fils RSS :

- [Ottawa-Gatineau](#)
- [Grands titres](#)
- [Tous les fils RSS de Radio-Canada](#)

Ottawa

Ottawa

Commémorations pour Haïti

Mise à jour le mercredi 12 janvier 2011 à 11 h 11

[Commenter](#) » [Partager](#) [Courriel](#) [Facebook](#) [Twitter](#)

[Imprimer](#)

[Courriel](#) » [Facebook](#) » [Twitter](#) » [Delicious](#) » [Google](#) » [Technorati](#) » [Digg](#) » [Ping](#) » [Reddit](#) »



Haïti est le sujet du jour, mercredi, au collège catholique Samuel-Genest, à Ottawa.

Une commémoration a eu lieu, mercredi matin, au collège catholique Samuel-Genest, dans le secteur Vanier, pour souligner le premier anniversaire du séisme en Haïti.

Des élèves ont pris la parole pour expliquer comment l'événement les a touchés. Une chorale a également chanté l'hymne national haïtien à l'interphone, au bénéfice des élèves de l'école.

Haïti sera le sujet du jour dans les classes mercredi.

L'école compte 57 élèves haïtiens sur 1200, dont 26 sont arrivés à la suite du tremblement de terre.

C'est le cas de Nadège Égalité, âgée de 12 ans, qui a passé deux jours sous les décombres de sa maison lorsque la terre a tremblé l'an dernier.

Après cette épreuve, Nadège, sa mère et sa jeune soeur ont été accueillies à Ottawa. Elles ont depuis obtenu leur résidence permanente. D'autres membres de leur famille étaient déjà installés dans la capitale nationale.

Mais Nadège n'a rien oublié :

« Ça me fait beaucoup de peine pour mon pays que j'ai tant aimé. Ça me fait beaucoup de mal. »

— Nadège, 12 ans, qui a survécu au séisme

Par ailleurs, une collecte de dons dans les écoles de la capitale nationale et de l'Est ontarien a permis de réunir environ 40 000 \$ pour Haïti.

[Partager](#)[Courriel](#)[Facebook](#)[Twitter](#)

[Haut de page](#)[Imprimer](#)

[Courriel](#) » [Facebook](#) » [Twitter](#) » [Delicious](#) » [Google](#) » [Technorati](#) » [Digg](#) » [Ping](#) » [Reddit](#) »

[Radio-Canada.ca](#)



13 janvier 2011 | Le Droit | CAROLINE CAROLINE TOUZIN TOUZIN LaLaPresse Presse

Fête et recueillement à Haïti

PORT-AU-PRINCE – Vaudous, protestants, catholiques... les Haïtiens se sont recueillis, hier, un an après le tremblement de terre qui a ravagé le pays le plus pauvre d'Amérique. Puis ils ont célébré la vie en dansant et en chantant dans les rues de Port-au-Prince. À 16 h 53, la fête s'est tue pour laisser place à une minute de silence. Jamais ils n'oublieront ces 35 secondes qui ont changé leur ville, leur pays, leur vie.

La grande prêtresse

La Belle Déesse Junior était parmi les invités d'honneur de la grande cérémonie vaudou organisée à l'occasion du premier anniversaire du séisme meurtrier, hier, dans la capitale haïtienne.

Cette Québécoise d'origine haïtienne se présente comme la « grande prêtresse de la région du Canada ». Son véritable nom est Rolanda Delorme. À chaque début d'année, elle retourne aux sources dans son pays natal. Le reste du temps, elle officie dans son temple de Pierrefonds.

« Sans le vaudou, il n'y a plus d'Haïti. On ne doit pas laisser le pays mourir entre nos mains », a lancé à une foule attentive l'élégante femme en robe blanche.

La cérémonie, ponctuée de chants et de danses au son des tam-tam, a eu lieu à un jet de pierre du Palais national, dans la cour du Bureau national d'ethnologie.

Les hougans et les mambos d'un peu partout au pays étaient réunis pour l'occasion. Ces prêtres et prêtresses se sont mis à déverser de l'eau sur le sol autour d'un haut poteau de bois dans lequel était gravé un serpent.

« Il faut retrouver l'esprit des premiers jours suivant le tremblement de terre, où les riches et les pauvres étaient unis dans le malheur », a souligné la prêtresse québécoise.

Depuis un mois, une quarantaine d'adeptes du vaudou ont été massacrés à coups de machette dans la commune de Jérémie, dans l'ouest. « On les accuse de propager le choléra. » Avec tous les malheurs qui ont frappé Haïti depuis un an, les adeptes de différentes religions devraient s'unir plutôt que s'affronter, a ajouté la prêtresse.

Le grand prêtre vaudou d'Haïti, « le hogan des hougans », Max Beauvoir, a pris la parole à son tour et exhorté les siens à « sortir de leur état de tristesse ». « En 2011, il est temps de célébrer la vie. »

La grande messe

Non loin de là, plusieurs centaines de catholiques se sont réunis en matinée devant les ruines de la cathédrale de Port-au-Prince pour une messe célébrée en plein air.

Christelle Garçon, 22 ans, protégeait son bébé du soleil brûlant à l'aide d'un parapluie. Elle était enceinte de trois mois lors du tremblement de terre. « J'ai eu peur de le perdre. » Aujourd'hui, elle vit sous la tente. « On prie pour que la situation change. La vie est plus dure depuis que j'ai mon bébé », dit-elle.

Vers midi, le recueillement a fait place à la fête. C'était le temps de célébrer la vie. Des dizaines de milliers de personnes ont envahi le Champ-de-Mars en dansant et en chantant au son de la musique kompa crachée par des haut-parleurs installés à l'arrière de véhicules qui traversaient la ville.

L'immense drapeau planté devant le Palais national effondré était en berne depuis un an, en mémoire des 300 000 personnes qui ont perdu la vie. « Il y a un miracle qui s'opère », répétait un évangéliste, debout dans la boîte d'un camion qui tentait de se frayer un chemin à travers la foule.

Le grand silence

À 16 h 53, à l'heure précise où le séisme de magnitude 7 a fait trembler la terre d'Haïti il y a un an, la fête s'est tue. Il ne restait que quelques centaines de personnes devant ce symbole du pouvoir. Une poignée de chrétiens évangélistes vêtus de blanc, qui scandaient des prières en marchant, se sont immobilisés. Une minute de silence a été observée dans tout le pays. Des ballons blancs ont été lâchés dans le ciel.



Debout devant son abri de fortune, à l'entrée du Champ-deMars, Yricia Saintina n'avait pas entendu parler de cette minute de silence. De toute façon, elle n'a pas de montre. « Je préfère rentrer dans ma tente », nous a-t-elle dit. La mère de famille de 45 ans a alors montré du blé qui attendait de bouillir dans une casserole. « Je dois préparer le souper. Je n'ai pas d'argent. C'est tout ce que j'ai pu acheter aujourd'hui. » Elle n'a pas besoin d'une minute de silence pour lui rappeler à quel point les 35 secondes du séisme ont changé son peuple, son pays. Sa vie.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

ARTS et spectacles

BONS DÉBUTS D'INCENDIES EN FRANCE

PARIS – Encensé par l'ensemble de la critique, *Incendies*, le long métrage que Denis Villeneuve a tiré de la pièce de Wajdi Mouawad, a connu des débuts prometteurs hier dans les cinémas français. Ce n'est pas un triomphe mais « c'est plutôt bien », note un professionnel.

La Presse Canadienne

ARETHA FRANKLIN PRÊTE À REMONTER SUR SCÈNE

DÉTROIT – Un mois après avoir subi, à Détroit, une chirurgie pour un malaise non spécifié, la chanteuse Aretha Franklin affirme que sa santé est « superbe ». D'une voix forte et posée, hier, elle a confié – au téléphone – à l'animatrice de l'émission *The Wendy Williams Show* qu'elle se reposait dans un hôtel-casino de sa ville natale et qu'elle espérait reprendre ses déplacements bientôt.

Associated Press



Le sixième Gala des prix Trille or sera de nouveau diffusé à Radio-Canada

Et les finalistes sont... Franco-Ontariens



MARC ANDRÉ JOANISSE
majoanisse@ledroit.com

Le Gala des prix Trille or est de retour à Ottawa et sa sixième édition pourrait bien s'avérer celle de trois artistes franco-ontariens déjà primés ailleurs au pays.

Faites vos jeux, rien ne va plus. Louis-Philippe Robillard a vu son nom être retenu dans neuf catégories, contre huit pour Damien Robitaille et Andrea Lindsay.

Les groupes Le Diable aux corsets et Swing, Servantes et Yvan Vollé ont aussi été retenus à plusieurs reprises.

La prochaine soirée des prix Trille or se tiendra le 24 mars, à l'école secondaire Béatrice-Desloges. Le gala sera diffusé à compter de 19 h 30, à la télé de Radio-Canada et sera animé par Jhade Montpetit et Martin Vanasse. Le gala hors ondes sera celui de Stéphane Guertin, directeur artistique et général de Créations InVivo et Jean-Stéphane Roy, directeur artistique du Théâtre La Catapulte assumera la mise en scène.

« C'est l'occasion de reconnaître le talent de nos artistes », a dit la présidente du conseil d'administration de l'Association des professionnels de la chanson et de la musique, Denise Marleau.

Principales catégories

Reconnaissance, un mot entendu fréquemment dans les boniments de plusieurs nommés dont Andrea Lindsay. « Ce sera une belle soirée pour nous tous », a commenté l'auteur-compositeur-interprète originaire de Guelph.

Le jury n'aura pas la tâche facile quand viendra le temps de faire la part des choses dans les principales catégories à l'affiche. Il aura à choisir entre Cindy Doire, Andrea Lindsay et Joanna Moon pour le Trille or de l'interprète féminine par excellence. Encore plus difficile, trancher le débat entre Chuck Labelle, Louis-Philippe



ÉTIENNE RANGER, LeDroit

Quelques-uns des finalistes du Gala Trille or, qui aura lieu dans l'amphithéâtre de l'École secondaire Béatrice-Desloges le 24 mars prochain.

Robillard, Damien Robitaille et Yvan Vollé pour le titre d'interprète masculin.

Le choix de l'auteur, compositeur ou auteur-compositeur se fera entre Andrea Lindsay, Joanna Moon, Louis-Philippe Robillard, Damien Robitaille et Yvan Vollé.

Une autre catégorie particulièrement intéressante, celle du meilleur album. Les titres retenus sont *Chapeau de pluie* de Cindy Doire, *Les sentinelles dorment*, d'Andrea Lindsay, *Le Café des oiseaux*, de Louis-Philippe Robillard, *Homme autonome*, de Damien Robitaille et *Imagination*, d'Yvan Vollé.

Même chose pour le Prix Radio-Canada de la chanson primée. Quatre chansons ont été retenues *Mot de passe*, de Damien Robitaille, *Réflexions d'un bon samaritain*, de Louis-Philippe

Robillard, *La goutte*, de Swing et *On est là*, de XLA.

Une fois le 6^e Gala terminé, Le Diable aux corsets, Mastikédigère ou Swing quittera l'école secondaire Béatrice-Desloges avec le Trille or du meilleur groupe dans ses bagages. Swing et Le Diable aux corsets sont parmi les finalistes au prix du meilleur spectacle avec Damien Robitaille.

La liste complète des nommés du prochain Gala des prix Trille or est disponible sur le site de l'association, au www.apcm.ca.

POUR Y ALLER

OÙ?

École secondaire Béatrice-Desloges QUAND? 24 mars, à 19 h 30

RENSEIGNEMENTS? www.apcm.ca

» EN BREF

L'HISTORIEN MARCEL TRUDEL EST DÉCÉDÉ

MONTRÉAL – La ministre de la Culture, Christine St-Pierre, a exprimé sa tristesse, hier, à la suite du décès de l'historien Marcel Trudel, « un homme qui a beaucoup apporté à la connaissance de notre histoire ». Le porte-parole du Parti québécois en matière de culture, Yves-François Blanchet, a lui aussi souligné le départ de cet homme, « un des grands historiens de la Nouvelle-France, et ainsi du Québec moderne qui y a pris racines ». M. Trudel est décédé mardi, à l'âge de 93 ans. L'historien laisse une œuvre monumentale, portant surtout sur l'histoire de la Nouvelle-France. En tout, il a signé une cinquantaine de publications et a contribué à mettre sur pied le *Dictionnaire biographique du Canada*. Marcel Trudel a également enseigné à l'université pendant 40 ans, d'abord à l'Université Laval, puis à l'Université d'Ottawa. Neuvième d'une famille de 11 enfants, devenu très tôt orphelin, M. Trudel a reçu beaucoup d'aide dans ses études au collège et à l'université, si bien qu'il a voulu à son tour aider les autres et a fondé, en 1999, une bourse annuelle pour études supérieures dans son village natal, Saint-Narcisse. La ministre St-Pierre a souligné par communiqué que « sa relecture de l'histoire du Régime français, notamment, a eu l'effet d'une révolution dans les milieux intellectuels québécois et canadien ».

La Presse Canadienne

Article rank | 13 Jan 2011 | Ottawa Citizen | BY SEBASTIAN SMITH | AGENCE FRANCE-PRESSE AND REUTERS

Haiti mourns its dead, prays for future

Death toll revised to more than 316,000

PORT-AU-PRINCE With sorrow in their hearts and fearful of an uncertain future, Haitians held ceremonies and services Wednesday to mark the moment a year ago when the earth convulsed and shattered their nation.



JOE RAEDLE, GETTY IMAGES

People pray together during a service near the Presidential Palace, exactly one year after the massive earthquake that jolted Haiti. Prayer services and other events memorialized the estimated 316,000 people killed in the earthquake.

"It's a day of reflection and of prayer," said Roger Jean, 64, who lost his wife and three children when a 7.0 earthquake tore through the capital of the impoverished Caribbean nation.

More than 316,000 people were killed — a number the government revised Wednesday from a previous toll of around 220,000 — and 1.3 million left homeless when the earth heaved for a few terrifying seconds, collapsing homes and businesses, churches and schools, leaving hellish, nightmarish scenes of devastation and suffering.

" I am addressing a special prayer for Haiti to God: a prayer for Haiti to change, that Haiti live again," Jean said.

In the ruins of the city's cathedral, about 2,000 people, many from one of the hundreds of tent cities that still dot the capital Port-au-Prince, joined in a solemn Catholic mass. Clutching Bibles, the women wore perfect white dresses, the men crisp shirts, as incense wafted over the crowds, amid a soft chorus of "Hallelujah."

This small nation of about 10 million people has experienced decades of misery, bloodshed and political upheaval. But the earthquake has dealt it a crushing blow.

"In one of the poorest countries in the world ... we made a major step backwards," Prime Minister Jean-Max Bellerive told a press conference.

Former U. S. president Bill Clinton, one of the main figures co-ordinating a massive international aid effort, and President René Préval attended a ceremony to lay the first stone in a memorial park. " This is going to be a place to honour the victims. We must not forget this," Préval said, as dozens of white balloons were released, swept up within seconds into the sunny skies overhead.

The anniversary finds Haiti barely healed from the trauma and gripped by political uncertainty over the holding of a run-off round in elections to replace Préval.

Despite an outpouring of solidarity for Haiti from around the world, billions of dollars of aid pledges and a huge ongoing humanitarian operation, ordinary Haitians say they are still waiting to see a positive impact in the Western Hemisphere's poorest state.

"If the reconstruction were serious, the mass would be happening inside the rebuilt church," Carla Fleuriven, a 19-year-old mother of three dressed in a white skirt and blouse, said outside the cathedral.

On Jan. 12 last year, she saw the cathedral collapse, along with her home, and she now lives in a makeshift shelter, one of more than 800,000 homeless quake survivors who are still camped out in tents and tarpaulins 12 months after the disaster.

One of the world's poorest countries, Haiti was already in bad shape before the quake.

But promises from the international community to "build Haiti back better" now ring hollow to many of Haiti's most vulnerable.

" We wake up every morning in the dust ... We need people who can understand the country, who can change the country," Fleuriven said.

Reconstruction work has barely begun, profiteering by Haiti's tiny and notoriously corrupt elite has reached epic proportions, and a national cholera epidemic has added to the misery of the quake-crippled country. A political impasse since a disputed presidential election on Nov. 28 has fuelled further instability

"God made the earthquake, but it's our leaders who are selling our misery," said Sephonese Louis, 58, one of the protesters in the Champs de Mars, Port-au-Prince's central plaza where thousands of families made homeless by the quake live in a sweltering tent city.

Hyacinthe Benita, 39, lives in a metal and wood shack with a frayed tarp roof and a thin pallet as the only bed for herself and her four children.



" We are still here in misery," she said. "I hope this year brings serious change because 2010 was hell for us."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Commençant par Ottawa, le chef libéral visitera vingt circonscriptions en 11 jours

Ignatieff lance sa tournée préélectorale



PATRICE GAUDREAU
pgaudreault@ledroit.com

La campagne électorale n'est pas encore lancée, mais c'est tout comme. Le chef libéral Michael Ignatieff a entamé hier une tournée pancanadienne de 20 circonscriptions fédérales représentées par un conservateur, un bloquiste ou un néo-démocrate. Premier arrêt: Ottawa.

«Quand nous demandons aux Canadiens si leur situation s'est améliorée, si le pays se porte mieux aujourd'hui avec Stephen Harper au pouvoir, comparativement à il y a cinq ans, la réponse est un non catégorique», a déclaré M. Ignatieff dans le foyer de la Chambre des communes, entouré de candidats libéraux de la région d'Ottawa-Gatineau.

Seules Cindy Duncan McMillan (Pontiac) et Julie Bourgeois (Glengarry-Prescott-Russell) n'ont pu assister au portrait de famille, complété notamment par Steven MacKinnon (Gatineau), Scott Bradley (Ottawa-Centre), David Bertschi (Ottawa-Orléans), Ryan Keon (Nepean-Carleton) et Anita Vandenbeld (Ottawa-Ouest-Nepean).

«Est-ce qu'on va choisir les priorités des conservateurs, soit celles des prisons, des avions de chasse et des baisses de taxes pour les corporations, ou on va miser sur la famille ordinaire canadienne?» a martelé M. Ignatieff, présentant le Parti libéral comme la seule alternative à un

gouvernement conservateur. «Vous pouvez opter pour un vote de protestation, dit-il. Mais sachez qu'en votant pour le NPD ou le Bloc, vous vous assurez d'avoir quatre autres années de M. Harper.»

Malgré les questions répétées des journalistes, le chef libéral a refusé de dire si des élections seront déclenchées au lendemain du prochain budget fédéral, attendu en février ou en mars. «Je ne souhaite pas... J'anticipe, plutôt des élections. Je crois que c'est fort possible.»

Candidat libéral dans Gatineau, Steven MacKinnon n'a pas attendu le signal de départ pour amorcer sa campagne, qui dure depuis 17 mois. «J'ai fait toutes les rues du comté, dit-il. J'ai quelques paires de souliers dont le cuir est pas mal usé. Devant l'indifférence de M. Harper envers la classe moyenne et l'impuissance du Bloc, les gens commencent à se poser des questions.»

La capitale

Au premier jour de sa tournée préélectorale, hier, Michael Ignatieff a fait un saut dans deux circonscriptions de la capitale. «Je vais aller partout où on voudra bien m'entendre. Je vais serrer toutes les mains qui me sont tendues, et même quelques-unes qui ne le sont pas. Je vais embrasser tout bébé qui peut le supporter», a-t-il lancé, en riant.

Chasse gardée du libéral Mac Harb pendant plus d'une décennie (1988 à 2003), la circonscription d'Ottawa-Centre s'est ralliée au camp néo-démocrate lors des trois dernières élections.



ETIENNE RANGER, LeDroit

Michael Ignatieff en compagnie de quatre des candidats libéraux de la région de la capitale: Karen McCrimmon (Carleton-Mississippi Mills), David Bertschi (Ottawa-Orléans), Steven MacKinnon (Gatineau) et Anita Vandenbeld (Ottawa-Ouest-Nepean).

Le député sortant Paul Dewar a obtenu 40% des suffrages en 2008, défaisant ses opposants libéral (26%) et conservateur (24%) par près de 10 000 voix.

Fonctionnaires démotivés

Le nouveau candidat libéral Scott Bradley, qui a déjà cogné à plus de 10 000 portes, évoque aujourd'hui la revitalisation d'une fonction publique «démoralisée», de même qu'une collaboration plus efficace entre

le gouvernement fédéral et la Ville d'Ottawa. «Ottawa-Centre est de nouveau prêt à voter libéral», estime le militant de longue date.

À l'heure du lunch, Michael Ignatieff s'est difficilement frayé un chemin dans un petit restaurant bondé du centre commercial Carlingwood, dans la circonscription voisine d'Ottawa-Ouest-Nepean. Galvanisé par une foule partisane, le chef libéral s'en est pris au député conservateur de l'endroit, le ministre John

Baird, qui incarne à ses yeux «la mesquinerie et la partisanerie» du gouvernement Harper, qui n'a aucun respect pour les fonctionnaires.

La nouvelle candidate libérale, Anita Vandenbeld, rappelle que les conservateurs ont remporté les deux dernières élections avec à peine 5000 voix d'avance, dans Ottawa-Ouest-Nepean. «Le vent tourne, dit-elle. Nous allons transformer la prochaine soirée électorale en party de retraite pour John Baird!»

EN BREF

LE BLOC CIBLE LA RÉGION DE QUÉBEC

Misant sur le mécontentement dans le dossier du nouveau Collège et sur la faiblesse des conservateurs dans l'ensemble de la province, le Bloc québécois tentera de reconquérir la région de Québec aux prochaines élections générales. Aux scrutins de 2006 et de 2008, les troupes de Stephen Harper y ont remporté la majorité des sièges. Mais alors que les rumeurs d'élections printanières à Ottawa se multiplient, les bloquistes croient que le vent pourrait bien tourner et que plusieurs gains sont possibles. Le chef bloquiste y croit et travaille fort pour y parvenir. Depuis le mois de septembre, il s'est rendu au minimum une fois par semaine à Québec. «Et en décembre, encore plus!» ajoute le chef du Bloc Gilles Duceppe. «Il faut d'abord compter sur nos forces, soutient M. Duceppe, et démontrer aux gens qu'on a les meilleurs candidats et candidates pour les représenter à Ottawa.»

La Presse

Protection des dénonciateurs

Des doutes sur l'efficacité du commissaire

PAUL GABOURY
pgaboury@ledroit.com

L'arrivée d'un nouveau commissaire à l'intégrité au sein de la fonction publique ne suffira pas pour rétablir la confiance des fonctionnaires fédéraux dans le processus mis en place pour enquêter sur les plaintes des dénonciateurs et les protéger contre toute forme de représailles puisqu'il risque d'avoir les mains liées par la loi. Pour tout dire, il faudrait des changements importants à cette loi pour avoir un impact réel.

Quelques semaines avant même le dépôt d'un rapport dévastateur de la vérificatrice générale Sheila Fraser sur le Commissariat à l'intégrité et la commissaire Christiane Ouimet, le président de l'organisme Federal Accountability Initiative Reform (FAIR),

David Hutton, avait déjà indiqué au *Droit* pourquoi il estimait que la loi devait être réécrite, et ce, le plus rapidement possible, avant l'échéance prévue de la révision quinquennale réglementaire. Basé à Ottawa, FAIR est un organisme qui milite depuis plusieurs années pour la défense des droits des dénonciateurs.

Dans un long article publié dans le *Hill Times* d'Ottawa intitulé «The Whistleblower Persecution Act» (Loi de persécution des dénonciateurs), M. Hutton réitère pourquoi il croit que la loi sur la protection des dénonciateurs a besoin d'être réécrite, et précise pourquoi il estime que les révélations faites par la Vérificatrice Fraser peuvent laisser entendre, de façon erronée, que tous les problèmes du commissariat viendraient de la conduite de l'ex-commissaire Ouimet. Cette dernière a pris sa retraite

avant le dépôt du rapport de la Vérificatrice et a été depuis remplacée par Mario Dion, de manière intérimaire, pour une période de six mois, annonce faite par le président du conseil du Trésor, Stockwell Day, en décembre dernier.

«La réalité est que la loi profondément inadéquate a permis à la commissaire Ouimet de rejeter presque tous les dénonciateurs», souligne M. Hutton. «Même un commissaire engagé et proactif aura les mains liées en raison de cette loi inefficace: le système ne peut tout simplement faire le travail sans des changements majeurs», estime M. Hutton.

Dans son analyse, il précise que la loi permet au commissaire de refuser d'entendre une plainte qui est actuellement étudiée, a été étudiée, ou pourrait l'être par une autre instance. C'est le cas notamment d'un fonction-

naire qui a soumis une plainte de représailles selon une procédure de grief. «Même si la plainte n'a pas été soumise à la procédure de grief, le commissaire pourrait la refuser s'il estime qu'elle devrait être soumise à une procédure de grief. «C'est une situation de catch-22 pour les dénonciateurs», estime M. Hutton.

Il souligne aussi que la loi ne permet pas de poursuivre des enquêtes pouvant mener à une implication du secteur privé. «Pourquoi le secteur privé serait-il exclu d'une enquête si des fonds publics sont possiblement en cause dans l'enquête?» demande M. Hutton. «Dans une ère où les partenariats publics-privés sont en vogue, alors que beaucoup de travail fait pour le gouvernement est exécuté par des contracteurs privés, il s'agit d'un élément important absent de la loi actuelle» note-t-il.

LEDROIT, LE JEUDI 13 JANVIER 2011

13 janvier 2011 | Le Droit | Bruno Lagacé,

La débâcle de la francophonie

« Le fruit est mûr », écrit Pierre Allard dans l'édition du Droit du 30 décembre, 2010. En effet !

En 2003, Gaétan Gervais, dans son exposé magistral titré Des gens de résolution, nous remémorait les quatre grands Congrès réunissant des représentants de la Francophonie dispersés à travers l'Amérique du Nord. Chacun de ces Congrès réunissait environ 1500 personnes. À considérer le premier, qui a eu lieu en 1912, cela était réellement un engagement en profondeur... et un tour de force.

C'était l'époque des grands troubles où l'on nous enlevait systématiquement nos droits acquis, en Ontario et au Manitoba. De ces troubles sont nées l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFÉO) en 1910, devenue depuis l'Assemblée des francophones de l'Ontario (AFO) et l'Association d'éducation des Canadiens-Français du Manitoba (AÉCFM) en 1916, devenue depuis la Société franco-manitobaine (SFM).

On avait nommé le premier Congrès, en 1912, Concile oecuménique de la langue française. Y ont participé toutes les provinces canadiennes ainsi que des délégations franco-américaines.

Le deuxième Congrès a eu lieu en 1937, soit 25 ans après le premier. Il s'est nommé Convention nationale de tous les groupements de race française en Amérique. Le troisième, Congrès de la langue française, tenu 15 ans après le deuxième, en 1952, était aussi composé de représentants des 10 provinces et d'associations franco-américaines.

Le quatrième congrès a eu lieu après un autre laps de 25 ans. On le nomma cette fois États Généraux du Canada Français. Ce congrès s'est déroulé à Montréal en trois étapes, en 1966, 1967 et 1969. Les dés ont été jetés dans la rencontre de 1967, aboutissant à ce que Pierre Allard, dans son éditorial, appelle pudiquement « une certaine rupture entre le Québec et les minorités canadiennes-françaises des autres provinces ».

Il serait plus juste de parler ici d'une grande débâcle par le simple fait que cette rencontre a été récupérée par les séparatistes québécois qui en ont fait de facto les États Généraux du Québec.

Les délégations hors Québec ont été contraintes de se taire pendant que la délégation québécoise, largement dominée par des souverainistes représentant quelque 30 à 35 % de la population, sabotait la rencontre. La majorité silencieuse, en grande partie fédéraliste ou s'en-foutiste, était restée chez elle.

La flamme des États Généraux de 1967 a été allumée à partir de 1960 avec le RIN de Pierre Bourgault. Il y a donc eu sept ans de préparation pour en arriver à la catastrophe des États Généraux du Québec que nous avons subis l'année du centenaire canadien.

Cette réalité exige une pause et une réflexion. Nous étions la semaine dernière en 2010, sept ans avant le 150e anniversaire de notre Confédération. Allons-nous être au rendez-vous de vrais États Généraux du Canada Français en 2017 ?

Il n'y a eu aucune rencontre des Canadiens français du Canada depuis cette date fatidique de 1967, ce qui en 2017 constituera un hiatus de 50 ans. Cinquante ans où nous ne nous sommes pas parlés, sauf pour nous faire lancer des insultes méprisantes comme ce « Vu de l'extérieur, on a l'impression que cette francophonie, c'est un peu folklorique, qu'au fond c'est un combat un peu perdu d'avance » de Céline Galipeau à Radio-Canada alors qu'elle s'était présentée au Manitoba pour commémorer le 50e anniversaire de l'inauguration de l'antenne de Radio-Canada. Ou encore, ce « Tu sais, hors du Québec, c'est un pays anglais » de Patrick Lagacé, cet animateur des Francs-tireurs à Télé-Québec. Il s'entretenait lors des Jeux olympiques de Vancouver avec Pierre Trudel, un commentateur sportif qui lui, n'a pas manqué d'en rajouter : « Peut-être qu'il va y avoir un bilinguisme de façade... mais on sait que ça n'existe pas. On sait que c'est une supercherie complète. »

150e anniversaire

Il nous faut préparer des États Généraux du Canada français avant le 150e anniversaire de la Confédération Canadienne dans le but de dissiper cette ignorance arrogante et remettre les pendules à l'heure concernant les réalités du français à l'extérieur des frontières du Québec.

« Le fruit est mûr. » En effet. Cinquante ans d'un Québec isolé, introverti, replié sur lui-même. Et 50 ans de communautés françaises hors Québec ignorées et bafouées.

Cette rencontre, que nous avons 5 à 7 ans à préparer, pouvons-nous la rendre égale à celles d'antan, avec 1500 délégués de partout en Amérique du Nord ? Pouvons-nous la faire cette fois avec une représentation de la partie québécoise qui reflète la réalité de la « nation québécoise » ? Soit 35 % de séparatistes-indépendantistes-souverainistes-solidaristes, 45 % de fédéralistes et 20 % d'allophones et d'anglophones francophiles.

En réalisant cela, nous pouvons répondre ensemble à un état d'âme collectif qui ressemble étrangement à un défi. Ce défi a été posé par Gaétan Gervais à la dernière page de son récit superbement lucide Des gens de résolution : « Aujourd'hui, les ponts avec le Québec sont largement coupés et personne ne sait si, ni comment, ils seront reconstruits. »

Ayons l'audace de nous projeter quelque deux ans avant le 150e anniversaire de la Confédération canadienne, quelque 50 ans après la mainmise séparatiste sur les États Généraux par une poignée de Québécois indépendantistes, et imaginons le Congrès du Canada français. Le vrai, cette fois.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 janvier 2011 | Le Droit | LeDroit

ON PATINE SUR 5,8 KILOMÈTRES SUR LE CANAL

La patinoire du canal Rideau est maintenant ouverte sur une longueur de 5,8 kilomètres. La glace du canal est maintenant assez épaisse pour supporter le poids des patineurs sur toute la section qui va du pont Pretoria, au lac Dow, soit sur une distance totale de 5,8 kilomètres. Il ne manque plus que la partie comprise entre le Centre national des arts et le pont Pretoria pour que l'on puisse enfin patiner sur toute la longueur. La patinoire du canal Rideau accueille un million de patineurs durant la saison qui, bon an mal an, débute vers la mi-janvier pour se terminer au début du mois de mars.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 13 janv. 2011 | *L'Express Ottawa* | *Benoit Sabourin*
nouvelles@transcontinental.ca

Les finalistes des prix Bernard Grandmaître connus

L'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) a annoncé le 10 janvier les noms des finalistes pour la remise du Prix Bernard Grandmaître, qui aura lieu le jeudi 3 février à la salle Panorama du Centre National des Arts. La soirée sera animée par Caroline Schryer et Éric Charron de la station radiophonique CJFO FM.

Pour ce onzième gala du Prix Bernard Grandmaître, on retrouve six catégories de prix. Dans la catégorie Prix Bernard Grandmaître, les finalistes sont Anita Bourdeau, Ginette Gratton, Jeanine Legault et Gilles Levasseur.

Caroline Coté et Émile Maheu sont quant à eux finalistes pour le prix Laurier Caisses populaires de la région d'Ottawa, remis à l'intervenant en éducation de l'année.

Le Laurier CEPEO, remis au citoyen de l'année, sera décerné soit à Mane Ahmed, Ronald Bisson, Gilles Laporte ou à Gilles Levasseur.

Dans la catégorie TVROGERS, donné au francophile de l'année, Alex Cullen et Dr. Robert Cushman sont les finalistes.

Le Laurier VIRTUO.CA pour Jeunesse de l'année sera à départager entre Caroline Chamberland, Diego Elizondo et Caroline Gélinault.

Finalement, Les Contes Nomades et Retraite en action sont finalistes pour l'obtention du prix Laurier L'Express remis à l'organisme de l'année. Pour acheter des billets ou pour réserver vos places, vous pouvez communiquer le 613 744-8982. Trois cent places seront disponibles pour le public.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 13 janv. 2011 | *L'Express Ottawa* | *Bryan Michaud*
bryan.michaud@transcontinental.ca • twitter@bryanmichaud

Ouverture de l'école publique Francojeunesse

Le 4 janvier dernier, la nouvelle école élémentaire publique Francojeunesse a ouvert ses portes, l'édifice de la rue Wilbrod ayant accueilli tout près de 180 élèves de la maternelle et du jardin.

Le pavillon a une superficie de 15 000 pieds carrés. Aménagé sur trois étages, le nouvel établissement scolaire compte trois étages, neuf salles de classe, un petit gymnase ainsi que des espaces de bureau et de rangement. Les salles de classe sont également équipées d'ordinateurs munis de projecteur permettant aux enseignants d'intégrer les outils technologiques dans chaque classe.

«Grâce à la collaboration de la communauté scolaire de l'école Francojeunesse et du Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO), nous avons réussi à résoudre définitivement le problème de surpopulation», dit la directrice de la nouvelle école, Danielle Carron.

«À compter d'aujourd'hui, les élèves de la 1^{ère} à la 6^e année peuvent occuper certains locaux vides pour ainsi améliorer le fonctionnement de l'école tandis que les élèves de la maternelle et du jardin peuvent profiter pleinement d'un pavillon aménagé spécifiquement pour répondre à leurs besoins», a ajouté le directeur de l'éducation du CEPEO, François Benoit.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Jan 2011 | Ottawa Citizen | BY SHANNON PROUDFOOT | POSTMEDIA NEWS

Less time with dad can lead kids to bullying

Children who feel they don't spend enough time with their parents are more likely to become bullies if their fathers work long hours, new research suggests — but the same doesn't hold true for mothers.

" Usually in the social sciences, we're all about the big, significant finding," says André Christie-Mizell, an associate professor of sociology at Vanderbilt University in Nashville, Tennessee.

" This is one of those cases where the non-finding — that moms' hours and the perceptions (of time spent together) aren't significant factors — is pretty important because that's not what conventional wisdom tells us."

He suspects the reason is that working mothers spend a great deal of time with their children by default because they still shoulder most of the responsibilities as housekeepers and family managers, while working fathers might need to set aside specific time to spend with their children.

The findings underline the importance of parents talking to their kids about the family schedule and carving out specific time to spend together, he says, and schools that aim to combat bullying need to make sure they're involving dads and not relying on moms by default.

Christie-Mizell says he was surprised to find mothers' work hours and children's perception of time spent with them didn't affect bullying behaviour, and that the research flies in the face of earlier anxieties about how available to their children women need to be.

" In the '60s and ' 70s, as women were starting to enter the labour force, there was a lot of hysteria around what was going to happen to our children, what would happen to our communities, would children all become delinquent?"

" The finger was pointed at mothers, so there was a lot of mother-blame," he says. "Now, 30, 40 years later, we revisit the question and find it's not true."

The research is published in the journal *Youth & Society*.

The study joins a growing body of research illuminating the risk factors and ramifications of bullying.

Research on bullying has proliferated in the past 15 years, Christie-Mizell says, expanding from a focus on only the most serious altercations to a recognition that bullying can occur online or in who's left out of playground games, with real consequences for children's sense of self.

"It takes society a little time to differentiate what's harmful from what is just child's play," he says.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 13 janv. 2011 | L'Express Ottawa | Benoit Sabourin
redaction.ontario@transcontinental.ca

Mauril Bélanger remet les pendules à l'heure

Le député fédéral d'Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger, a réagi aux propos du journaliste Randall Denley, publiés dans l'édition du 11 janvier 2010 du Ottawa Citizen, se disant fouetté par cette critique.



Entre autre critiqué pour la lenteur des progrès dans le dossier du développement d'un nouveau pont entre Ottawa et Gatineau, M. Bélanger demeure serein au bout du fil.

« J'ai appris à travers les années à ne pas être en colère sur ce que les autres écrivent, a indiqué le député libéral. La seule personne sur qui j'ai du contrôle, c'est sur moi. L'article m'a déçu, c'est certain, mais j'ai une autre façon de réagir face à ces choses-là. Ça me fouette et ça me pousse à être encore plus exigeant envers moi-même dans l'obtention de résultats. »

M. Bélanger regrette que le journaliste du quotidien ottavien n'ait soulevé que les aspects négatifs de la conversation d'une durée d'un peu plus d'une heure que ce dernier a eu avec lui.

« Pourtant, nous avons parlé de plusieurs autres projets constructifs, notamment de l'Université

d'Ottawa, qui a reçue une importante somme d'argent pour ses édifices, affirme M. Bélanger. Nous avons aussi discuté du dossier du cimetière Beachwood, qui est devenu le cimetière national alors que j'étais dans l'opposition.»

Questionné sur l'avenir du projet de développement d'un nouveau pont qui permettrait aux camions lourds d'éviter de circuler dans le centre-ville d'Ottawa, M. Bélanger avoue que le processus est long, mais réitère tout de même sa position initiale.

«L'histoire du pont a commencé bien avant mon entrée en fonction et j'ai l'impression que malheureusement, ça risque de continuer à ma sortie, dit M. Bélanger. Il y a tellement d'intérêts divergents, alors il faut trouver la solution la moins dérangeante, mais avec le plus de bon sens. On ne solutionne pas un problème en le déplaçant.»

« J'ai toujours dit qu'il fallait sortir les camions du centre-ville sans les mettre dans une autre communauté. Le dossier de l'hôpital Monfort a pris sept ans avant d'être résolu de façon convenable et le projet de pont est encore plus complexe. J'ai mis de l'avant une solution, soit celle de l'option via le chemin Canotek, et c'est déjà plus que ce que d'autres ont fait. Je vais me défendre en disant que les autres aussi doivent apporter des solutions plutôt que de dire seulement non ou oui.»

Critiqué pour son manque d'ouverture, M. Bélanger admet ne pas être un admirateur des projecteurs. « Je ne vais pas au devant des médias autant que certains de mes collègues, mais je ne me suis jamais caché, dit-il. Certains de mes collègues aiment être au devant constamment, mais ce n'est pas moi. Je ne suis pas comme ça.»

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 janvier 2011 | Le Droit | La Presse Canadienne

Québec concocte un régime multi-employeurs

QUÉBEC – Opposé à l'épargneretraite forcée, Québec compte plutôt mettre en place, dans les prochains mois, un nouveau régime volontaire « multi-employeurs » pour les travailleurs privés de régime de retraite.



ARCHIVES, LaPresse

La ministre de l'Emploi, Julie Boulet, planche sur un projet de loi qui permettra d'offrir un nouveau régime volontaire « multi-employeurs » aux travailleurs privés de régime de retraite.

La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Julie Boulet, déposera un projet de loi en ce sens au cours de la session qui vient, a confié hier à La Presse Canadienne Nicolas Murgia, attaché de presse de Mme Boulet.

« La volonté du gouvernement n'est pas d'obliger les citoyens à épargner, mais de mettre en place des mesures pour encourager l'épargne », a dit M. Murgia.

Le gouvernement Charest oppose ainsi une fin de non-recevoir au rapport signé par l'ancien ministre libéral Claude Castonguay, rendu public mardi, recommandant la création d'un régime obligatoire du type REER pour les travailleurs dépourvus d'un programme de retraite avec leur employeur.

Au Québec, près de deux travailleurs sur trois ne sont pas couverts par un régime de retraite avec leur employeur et cette situation risque d'avoir des conséquences dramatiques sur leur train de vie une fois venue l'heure du retrait du marché du travail.

Pour éviter une chute brutale de leur niveau de vie, le rapport Castonguay estimait nécessaire de

contraindre ces centaines de milliers de personnes à mettre de l'argent de côté en prévision de leurs vieux jours.

M. Castonguay suggérait une cotisation obligatoire de cinq pour cent du revenu de travail des employés âgés de 35 ans et plus.

Le gouvernement partage l'inquiétude de l'ancien ministre sur le faible niveau d'épargne des Québécois mais n'entend pas pour autant instaurer l'épargne forcée, a fait savoir le ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier.

« On le sait, il y a un contexte. On s'endette de plus en plus et on épargne de moins en moins. Mais en même temps, l'État n'a pas à se mettre le nez dans le portefeuille des gens, constamment », a dit M. Fournier en point de presse peu avant la séance hebdomadaire du conseil des ministres à Québec.

« Il y a des réflexions qui ont été entamées. Peut-être pas dans le sens d'un régime obligatoire, mais dans le sens d'un régime supplémentaire et volontaire », a-t-il poursuivi. De fait, au lieu d'envisager des mesures contraignantes, Québec planche sur un nouveau programme « multiemployeurs » d'épargne-retraite, volontaire, destiné aux travailleurs des petites entreprises et à tous ceux qui ne profitent pas d'un régime privé.

Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec, le niveau d'épargne personnelle des Québécois a rétréci comme peau de chagrin ces 30 dernières années. En 2009, le taux était de 4,6 % – en légère hausse par rapport à l'année précédente – contre près de 18 % en 1981.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

13 janvier 2011 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

Un peu de vert sur les glaces d'Ottawa

La flotte de véhicules de la Ville d'Ottawa passe graduellement au « vert » et ce virage écologique se traduira bientôt par l'achat de deux surfaceuses électriques.

D'ici le mois d'avril, les deux nouvelles « Zamboni » poliront la glace de l'aréna Tom-Brown, dans le quartier Mechanicsville, et au Sportsplex du secteur Nepean. Mais contrairement aux vieilles surfaceuses au propane qu'elles remplaceront, elles s'acquitteront de leur tâche sans aucune émission polluante.

« Elles seront un peu plus dispendieuses à l'achat, mais on s'attend à ce qu'elles nous coûtent moins cher en entretien et qu'elles aient une meilleure durée de vie que les anciens modèles », affirme Yvan Lupien, gestionnaire du parc de véhicules de la Ville d'Ottawa.

Une surfaceuse au propane coûterait aux environs de 100 000 \$. Un modèle électrique se détaillerait sous la barre des 140 000 \$. Par contre, le modèle électrique aurait une durée de vie moyenne de 12 à 15 ans, contre neuf ans pour celui au propane.

La Ville de Montréal s'est déjà dotée de telles machines avec, semble-t-il, de bons résultats jusqu'à présent.

« Ce sera un test pour nous. Au cours des cinq prochaines années, nous serons appelés à remplacer toute notre flotte qui compte 28 surfaceuses », entrevoit M. Lupien.

En 2009, la Ville d'Ottawa s'est dotée d'un plan « vert » qui accorde une plus grande place aux véhicules à faible consommation de carburant. Son parc automobile compte aujourd'hui 44 véhicules hybrides. Toute sa flotte est propulsée par du biodiésel ou de l'essence à base d'éthanol.

« C'est certain que nous demeurons à l'affût de toutes les occasions d'acheter des véhicules qui sont moins polluants. Il y a maintenant 34 manufacturiers qui font des véhicules hybrides ou électriques. Par exemple, la compagnie Ford est sur le point de commercialiser sa première fourgonnette entièrement électrique. On garde un oeil là-dessus », indique M. Lupien.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Jan 2011 | Ottawa Citizen | — Matthew Pearson

OCDSB construction and renovation wish list

Ontario's Ministry of Education has asked school boards to draw up a list of capital priorities for the next five years.

The Ottawa-Carleton District School Board is proposing the following projects, designed to accommodate the complete rollout of full-day kindergarten and address overcrowding in several parts of the city by building new schools and refurbishing older ones.

Trustees have until the end of January to submit the final list, but here is what staff recommends:

NEW SCHOOLS

Elementary school in the Chapman Mills area of Barrhaven, to be completed by 2012, at an estimated cost of \$13.7 million

Elementary school in Kanata north, to be completed by 2012, at an estimated cost of \$13.7 million

Elementary school in the Avalon area of Orléans, south of Innes Road, to be completed by 2013 at an estimated cost of \$13.9 million

Elementary school in the Findlay Creek area of Leitrim, to be completed by 2014, at an estimated cost of \$14 million

Elementary school in Barrhaven, to be completed by 2015, at an estimated cost of \$14.1 million

Elementary school in Kanata south, to be completed by 2015, at an estimated cost of \$14.1 million

Secondary school in Stittsville, to be completed by 2013, at an estimated cost of \$48.5 million

PERMANENT ADDITIONS

Steve Maclean Public School in Riverside South, to be completed by 2012, at an estimated cost of \$6.9 million

Viscount Alexander PS in Sandy Hill, to be completed by 2013, no estimated budget

CONSOLIDATION AND RECONSTRUCTION

Elgin Street PS in Centretown, to be completed by 2015; the project would be linked to the closure of elementary space in Centretown and the resizing of a new, consolidated school on the existing Elgin Street site, no estimated budget

MAJOR RENOVATIONS

Carleton Heights PS in Merivale, multi-year project commencing 2011, at an estimated cost of \$2.4 million

Broadview PS in Westboro, multi-year project commencing 2012, at an estimated cost of \$2 million

Devonshire PS in Hintonburg, multi-year project commencing 2013, at an estimated cost of \$2 million

Mutchmor PS in the Glebe, multi-year project commencing 2014, at an estimated cost of \$2 million

W.E. Gowling PS in Merivale, multi-year project commencing in 2015, at an estimated cost of \$2 million

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Jan 2011 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

School board issues \$149M wish list

New schools in suburbs, renovations in city's core

Over the next five years, the Ottawa-Carleton District School Board is seeking funding from the province for a host of high-ticket projects, including renovations and the construction of six elementary schools and one high school. Ottawa's largest school board has a wish list of at least \$149 million to build new schools in the suburbs and renovate older ones in the city's core.

The Ottawa-Carleton District School Board — in response to the province's request for a list of its capital priorities over the next five years — is proposing to build six elementary schools and one secondary school at an estimated cost of \$132 million.

The school board would also like to spend at least \$17.3 million more to build permanent additions to existing schools and to renovate aging ones, such as Broadview Public School, an 80-year-old Westboro elementary school that was shut down for a day last week after a boiler backfired. Two other projects have no estimated budgets yet.

The province asked school boards to provide business cases for capital projects based on overcrowding, facility condition and school consolidations, as well as previously funded projects that need top-up dollars to cover unexpected costs.

Trustees are to discuss the list at Wednesday's meeting of the board's business-services committee and must submit an approved list of capital priorities to the province by Jan. 28.

Trustee Jennifer McKenzie, who chairs the board and represents the downtown municipal wards Kitchissippi and Somerset, has said any discussion about capital priorities must take older schools into account.

On Wednesday, she said she was pleased the ministry broadened the scope of what would be funded to include rejuvenating older buildings and that staff had balanced the competing needs facing urban and suburban parts of the city by adding seven core schools to the list.

"It's what trustees have been asking for," she said. "It's more balanced than it was."

But is the money set aside for repairs in the urban core — less than one-fifth of the \$132 million proposed to build new schools — enough? "I think it's a really good start," McKenzie said. "This is the first step in the process, and we'll have to see where all 12 trustees want to take it."

If built, the six new elementary schools would serve the city's fast-growing areas, such as Barrhaven, Orléans and Kanata, where overcrowding has already forced the board to install as many as 12 portables on some school sites. Barrhaven and Kanata would each get two schools over the five-year period to accommodate the rapid growth.

A proposed elementary school in the Findlay Creek area, near Leitrim, would be linked to the future closing of Elizabeth Park Public School. Located on the Uplands Airbase, the school building is leased from the Department of National Defence and is in need of significant capital renewal, the board says.

The plan would also include opening a new high school in Stittsville to receive students from the growing village's three elementary schools (there are currently two, but a third is slated to be completed this year). The price tag for the high school is estimated at \$48.5 million.

Meanwhile, the board proposes to build permanent additions at two schools and make major renovations to five others, including Broadview and Devonshire Public School in Hintonburg, which last year celebrated its 100th anniversary.

In Centretown, the future closure of elementary space would allow the board to resize and construct a new, consolidated Elgin Street Public School on its existing site by 2015. There is no estimate for the cost of this project.

Trevor Jones, co-chair of Broadview's parent council, said he was pleased the board appeared to be taking steps to address problems at the school and others like it in the core. "The growth problems in the suburbs are very real and need to be solved at the same time as you continue to accommodate people who do pay more property taxes here in the core," he said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 13 Jan 2011 | Ottawa Citizen

Wish: ' This is the first step in the process'

" I think it's a really good start," McKenzie said. " This is the first step in the process, and we'll have to see where all 12 trustees want to take it."

If built, the six new elementary schools would serve the city's fast-growing areas, such as Barrhaven, Orléans and Kanata, where overcrowding has already forced the board to install as many as 12 portables on some school sites. Barrhaven and Kanata would each get two schools over the five-year period to accommodate the rapid growth.

A proposed elementary school in the Findlay Creek area, near Leitrim, would be linked to the future closing of Elizabeth Park Public School. Located on the Uplands Airbase, the school building is leased from the Department of National Defence and is in need of significant capital renewal, the board says.

The plan would also include opening a new high school in Stittsville to receive students from the growing village's three elementary schools (there are currently two, but a third is slated to be completed this year). The price tag for the high school is estimated at \$48.5 million.

Meanwhile, the board proposes to build permanent additions at two schools and make major renovations to five others, including Broadview and Devonshire Public School in Hintonburg, which last year celebrated its 100th anniversary.

In Centretown, the future closure of elementary space would allow the board to resize and construct a new, consolidated Elgin Street Public School on its existing site by 2015. There is no estimate for the cost of this project.

Trevor Jones, co-chair of Broadview's parent council, said he was pleased the board appeared to be taking steps to address problems at the school and others like it in the core. " The growth problems in the suburbs are very real and need to be solved at the same time as you continue to accommodate people who do pay more property taxes here in the core," he said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.